

« Rassembler pour mieux valoriser les services »

Pour gagner en efficacité et en visibilité, les services de l'État pourraient bien se retrouver à la même adresse. Dans les anciennes casernes du quartier de l'Europe, par exemple...

Entretien



Michel Laborie, sous-préfet à Dinan.

Vous envisagez de regrouper les services de l'État présents à Dinan, n'est-ce pas ?

Pour l'heure, nous ne pouvons même pas parler de projet. C'est une étude. Cette dernière a pour objectif de déterminer les conditions d'un regroupement des services de l'État.

De quels services est-il question ?

Des cinq administrations que nous retrouvons à Dinan. La Direction départementale des territoires et de la mer, la sous-préfecture, la Direction des finances, l'Éducation nationale (l'Inspection académique et le Centre d'information et d'orientation), ainsi que les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dircecte).

Chacune est située à une adresse différente...

Pire. Elles sont divisées en sept lieux différents puisque l'Éducation nationale et la Direction des finances ont chacune deux sites.

En quoi cela est-il un problème ?

Pour différentes raisons. Tout d'abord, nous constatons un coût d'utilisation de ces bâtiments trop élevé. Nous avons moins d'agents qu'avant, c'est une réalité. Et nous ne sommes pas dans une phase d'accroissement. Par conséquent,



Si le projet de regroupement des services de l'État se concrétise, la sous-préfecture, située dans le château Ganne, sera de la partie. Le domaine serait alors restitué au conseil départemental, son propriétaire.

certains espaces immobiliers sont désormais trop importants. Et puis, il y a aussi l'observation que les services de l'État sont émiettés, et donc moins visibles.

L'idée est donc bien de réunir tout le monde au même endroit ?

Pas forcément. L'objectif est de rassembler les administrations pour mieux les valoriser et les rationaliser. Une plus grande proximité serait idéale pour améliorer les échanges entre les services. Mais cela ne se fera pas forcément au sein d'un seul lieu. Nous allons peut-être aller vers plusieurs rapprochements. Pour l'heure, nous ne faisons qu'une étude.

Mais cela fait longtemps que l'idée est lancée, non ?

Ce travail a déjà plusieurs mois. Il

faut le conduire patiemment car il implique des moyens. Même s'il s'agit de faire des économies, le regroupement de nos services aura un coût au départ.

Est-ce une chose qui se fait aussi ailleurs ?

Le regroupement tel qu'on le perçoit ici ne s'est jamais fait dans d'autres arrondissements, à ma connaissance. C'est une voie originale. On retrouve, à Guingamp ou Lannion par exemple, des Maisons de l'État. Souvent, il s'agit de réunir des services en préfecture. Mais à Dinan, ce n'est pas envisageable.

Où pourrait se dessiner, ici, le regroupement des services ?

Le quartier de l'Europe semble le mieux adapté. C'est un pôle administratif. La gare est proche et il y a de la

place. Si l'idée est d'avoir davantage de proximité avec nos administrés, l'endroit est idéal. Si le projet se développe, nous réaliserons des diagnostics pour déterminer s'il vaut mieux construire un bâtiment neuf ou plutôt investir les anciennes casernes. Pour l'heure, nous ne faisons que des propositions qui sont étudiées par le préfet.

Entre l'étude et l'installation des services au sein d'un même endroit, combien de temps va-t-il s'écouler ?

Difficile à dire. Deux à trois ans. Minimum. Mais pour le moment rien n'est fixé. Et aucune décision ne sera prise sans l'assentiment des services concernés.

Recueilli par
Charles DROUILLY.

Ouest-France,

Lundi 9 novembre 2015